VIS—Dimanche Grégoire Bordenat, a [illegible] prévenir ses amis et le public, qu'il a contracté une raison de commerce avec Mr. Antoine Mathieu Bordenat, son père, à Bordeaux ; que lui seul sera le gérant de la société à la Nouvelle-Orléans, et qu'à dater du 1er. juillet 1828 la signature sociale de la maison à la Nlle.-Orléans, sera *D. G. Bordenat & Co.*

De plus, il a l'honneur d'annoncer aux négocians de cette ville, et de la Louisiane qui pourraient avoir des assurances [illegible] sur la place de Bordeaux, qu'il est [illegible] de recevoir du syndic des assureurs de cette dernière ville, pleins pouvoir de le représenter dans toutes affaires d'assurances, et dans le cas d'avaries particulières, grosses et communes, soit sur corps du bâtiment soit sur marchandises, messieurs les intéressés sont invités de faire clairer leurs comptes de déclarations par l'agent général D. G. Bordenat, à défaut de quoi ils seraient de nul effet, et refusés en justice.

28 juin—3

ETAT DE LA LOUISIANE. Cour de [illegible] district Judiciaire.—*Louise Caldwell femme de Thomas Caldwell contre Thomas Caldwell son mari.*—7958.—Sur motion de Geo. A. Waggaman Esqr. avocat de la demanderesse et considérant convaincue par des preuves que le [illegible] de la demanderesse et mis en danger par l'état des affaires du défendeur, ordonne et prononce le jugement par défaut [illegible] par ce cas [illegible] Mai dernier, soit maintenant confirmé et qu'une séparation de biens existe dès ce jourd'hui entre la demanderesse et le défendeur, son mari, [illegible] formément à la loi, et de plus que la demanderesse recouvre la somme de deux mille [illegible] montant de la somme apportée par elle en mariage et de plus il est ordonné que le défendeur paie les frais.

Signé JOSHUA LEWIS.

Signé 3 Juin 1828 J. S. LEWIS, Greffier.

Lesquels frais se montent à la somme de quarante quatre piastres 37 1-2 cents, sans compter les honoraires du shérif.

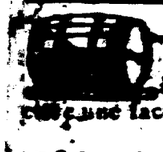
Je certifie par la présente que la pièce ci-dessus est une copie d'un jugement primitivement enregistré de cette Cour en témoignage de quoi j'ai apposé ma signature [illegible] Nouvelle-Orléans, ce 7 Juin de l'an de [illegible] 1828 et dans [illegible] de l'indépendance des Etats-Unis.

19 juin. J. S. LEWIS, Greffier.

UNE jeune personne de Paris [illegible] parlant avec facilité les langues [illegible] française anglaise, trouvera à s'employer avantageusement en s'adressant [illegible] CASSARE, rue St. Anne.

Legons particulières.

UNE personne [illegible] recommandée, possédant parfaitement la langue [illegible] et connaissant aussi les langues française [illegible], désirerait s'employer pendant [illegible] heures tous les jours, à donner des leçons particulières. S'adresser à l'imprimerie de cette feuille.



VIN DE BORDEAUX.

Excellent Vin de [illegible] à vendre à bon marché, pour [illegible] une lecture.

P. E. SORBE,

17 Juin rue Royale No. 118

GLACES & SORBETS.

LE soussigné a l'honneur d'informer les Dames et les Messieurs de cette ville qu'il vient d'ouvrir sa glacière à l'encoignure des rues Bourbon et Orléans, dans la maison de Madame Porterie. Ce local a été disposé avec propreté et décence, et l'on ne négligera rien pour y recevoir d'une manière digne d'elles les personnes qui voudront bien l'honorer de leur pratique. SERBAU.

7 Juin.

AVIS—Une personne à laquelle ses occupations laissent du loisir, connaissant les deux langues, versée dans la tenue des livres en partie double, qu'elle a été à même d'étudier et de pratiquer dans les premières maisons d'Europe et dans une maison respectable de cette ville, offre ses services à Messieurs les Négocians et Marchands; elle se chargera de toutes liquidations arriérées, et pourra disposer également à des époques périodiques, de quelques heures ou de quelques journées de travail, pour tenir au courant les livres des personnes dont les affaires n'exigent pas le travail régulier d'un comptoir.

On obtiendra ces renseignemens en s'adressant au bureau de cette feuille où les [illegible] désirables appuyés [illegible] de plusieurs des négocians de cette ville. 27 juin.

AUX AMATEURS DU BAS.

LE public est prévenu que l'ancien établissement du *Rising-Sun* est de nouveau ouvert, sous le nom de *Mechanic's Hotel*, où l'on trouvera toute espèce de rafraichissemens possibles; une table d'hôte est mise à deux heures, à raison $1 par personne. On peut aussi avoir des appartemens séparés pour les repas particuliers. La buvette sera fournie de bonnes liqueurs, et l'on n'y prend que moitié prix. 11 juin.

EDUCATION.—Une personne qui a rempli pluieurs années les fonctions de maître de langues dans des collèges et des familles, souhaite obtenir de l'emploi. Elle a enseigné avec succès le Latin, le Grec, le Français et l'Anglais, ainsi que les branches inférieures de l'éducation. S'adresser à l'imprimerie de cette feuille.

4 juin—3

COUR DE PAROISSE pour la ville et la paroisse d'Orléans, le 2 Juin 1828—Présent l'honorable James Pitot—*Elizabeth Aubé* contre *P. B. Lalande, son mari*—Il est ordonné et décrété par la Cour que la pétitionnaire Elisabeth Aubé, épouse de Pierre Benoit Lalande, défendeur dans cette affaire, soit séparée de corps et de biens d'avec son dit mari; qu'il lui restituera la possession [illegible] la propriété exclusive des esclaves, [illegible] maison et meubles par elle apportés en mariage, tels qu'ils sont mentionnés dans le contrat de mariage et tel qu'il appert en tant qu'ils sont encore existans, par l'exécution de l'ordre rendu par la Cour à l'institution du procès prescrivant un inventaire, et défendant toute disposition des dits biens par ledit mari, qui en outre est condamné aux frais—Nouvelle-Orléans 16 Juin 1828.

J. PITOT, Juge.

Je certifie l'ordre ci-dessus.

23 juin—3t Thos. S. KENNEDY, Greffier.

THE BEE.

PRINTED DAILY, BY P. DELAUP, *St. Peter-Street, between Bourbon & Royal.*

WEDNESDAY, JULY 2, 1828.

ADMINISTRATION TICKET.

Domestic Manufactures & Internal Improvements.

ELECTORS.

JAMES WALKER, of St. Bernard,
[illegible] BLANC, of Assumption,
[illegible] of East [illegible]
N. DECLOUET, of St. Charles,
B. MORTS, of Natchitoches.

FOR CONGRESS,
JUDGE EDWARD D. WHITE.

FOR GOVERNOR,
PETER DERBIGNY, ESQ.

STATE LEGISLATURE.

C. A. WAGUESPACK, CHARLES LAURIAN,
[illegible] J. [illegible]
[illegible]
ANTONIO DUCROS.

Liverpool, May 4.

We learn from one of our Paris correspondents, that before the departure of the second Consul to Greece, the French government is about to authorize, or rather to open a loan, for the [illegible] service of the Greek government. The money to be sent [illegible] monthly instalments.—*Times.*

GREEK SLAVES.—The French minister of marine in the course of his [illegible] relative to Greece, on Friday, stated that the French naval force in the Mediterranean was employed [illegible] in rescuing the Greek slaves [illegible] the Turks, and that on the [illegible] of the 28th he had received a despatch, by which he was informed that one single vessel had saved 267 of those wretched captives. This announcement was received with loud cheering.—*Paris Journal, March 29.*

A squadron of [illegible] under the Allied flowers has been cruising for the last few days off Navarin and prevents the departure [illegible] ships. A Greek steamboat is likewise there, some Greek boats have been seen off Modon.

From the (Washington) National Intelligencer, May 4.

To the People of the United States.

One great object of policy of those who strive by whatever means, to prevent the re-election of the present Chief Magistrate of the Union, is, to subdue the hopes and discourage the efforts of his friends and supporters, by such representations of the state of public feeling as show his re-election highly improbable, or impossible. They seek to secure victory, by raising a belief that victory is already won.

The great extent of the country, and the difficulty of accurately knowing, in one part, what sentiments prevail in another and distant part, afford facility to this mode of practising imposition on the public. The people of New-Hampshire, for example, are assured, that it is no longer matter of doubt, that Ohio and Louisiana will vote for the Opposition Candidate; while the citizens of those States are assured, at the same time, by having it asserted, with a confidence belonging to real conviction, that not only New Hampshire, but others, also, of the New England States, perhaps nearly all of them, give satisfactory proof of having joined the same cause. Whatever of colouring, of exaggeration, or, we regret to add, of unqualified misrepresentation, this course of policy may require, seems, hitherto, not to have been found wanting. Not only are silent and doubtful manifestations of opinion, when favourable, strain into impressive, and magnified beyond all just degree, on the one hand; while, on the other, the most clear and decisive results of full popular elections, if unfavourable, are made to go for nothing; but, formal statements are also put forth, sometimes under the authority of names, such as are willing to be appended to them, which are known not only to be partial, but to be absolutely untrue, by those who have information on the subjects to which they relate.

Notwithstanding the general intelligence of the community, there may be danger, that attempts of this sort, every where made, and long continued, will produce more or less of the effect intended, unless seasonably and properly counteracted.

It has been deemed expedient, therefore, on the eve of the adjournement of Congress, that the friends of the Administration, throughout the whole Union, should be informed, from some source, or through some channel, in which they have confidence, *what is the belief entertained here, of the present state, and the present tendency of public opinion; and of the probable result of the election.*

It is the purpose of this paper to state what that belief is; with some reference to the grounds on which it is founded. It proceeds from those who have no motives which should induce them to mislead or deceive, either themselves or others; and as, from obvious causes, this place is the point at which, at the present moment, the greatest amount of information on the subject is concentrated, it has been attempted to consider and compare the various parts of this information attentively and fairly, to judge of the whole correctly, and to lay the result before the public. That result, we have the pleasure to say, is, in a high degree, satisfactory and gratifying. It has produced a full conviction, that, since the first bursting out of opposition, which was contemporary with the election of 1825, no period has furnished so strong reason to expect the re-election of the present Chief Magistrate as the present; and that such re-election may be now anticipated with a reasonable degree of certainty.

Of the more general grounds, which conduce to this opinion, it is not intended, on this occasion, to speak at any length; because they are equally open to the observation and judgment of all. All can observe, and judge, whether there be not, at least in many parts of the country, a very altered tone of feeling towards the opposition candidate; whether there be not the prevalence of a more sober temper, in judging between him and his competitor; an increasing reluctance to transfer the highest public concerns from hands which have, so far, conducted them wisely and safely; and growing doubts and hesitation, now approaching to alarm, about the propriety of committing the fortunes of this young Republic to one, no otherwise qualified to guide it, no otherwise brought into the number of candidates for the highest office, than as having distinguished himself by a single military achievement. These would appear to think, to be indications of a [illegible] pause of a disposition to reflection, not in partisans and zealots, but in the minds of candid and reasoning men, [illegible] others, compared the [illegible] of the present candidate. They begin to [illegible] their better judgment to bear it to the [illegible] and to require what more is, in his talents, [illegible] *and in his character, for the station he is proposed to fill, as to justify the experiment of a change?*

But [illegible] selling [illegible] general indications [illegible] the [illegible] of this [illegible] to exhibit, [illegible] some detail, that view of the subject which has led to the belief above expressed.

In presenting this view, the object will be, not to send out general and vague encouragement; not to show that the present President *may* be re-elected by a *very large majority*; but to state the grounds on which we believe there will be *a majority* for him; and that, consequently, he will be re-elected. This is the first object. Some observations may then be properly made, on the more doubtful, though less important question, of the amount of that majority and the extent to which it may be carried, under favorable occurrences, and by events not improbable.

In favor of the re-election of the present President, may be reckoned, then, in the first place, the entire votes of the following states, viz:—all the states of New England, New Jersey, Delaware, Ohio, Indiana, Missouri, and Louisiana. Whether we regard the representation of these states in Congress, or their Legislatures at home, or appeal to any other just mode of ascertaining the sentiments of their people, the result equally justifies this opinion.

To the votes of these states is now to be added a majority of those of Maryland. Here, again, we think, there is little danger of mistake, as to that state [illegible] so contiguous, and information from every part of it is so full and particular. Thus far, the computation is accompanied with as much certainty as can well belong to such questions.

(*To be continued.*)

The Lakes.—A traveller has communicated to the editors of the National Intelligencer some facts relating to the following Lakes, whose shores and territory adjoining will soon be populated from the facilities which the various canals afford to emigrants. On the shores of those Lakes are found lead and copper mines, plaster of paris, and other mineral treasures; and he says we should not lose a day in commencing the connection of these mighty inland seas with the ocean.

Lakes.	*Length.*	*Width.*	*Depth*
Ontario,	180	40	500
Erie,	270	60	200
Huron,	250	100	900
Michigan,	400	50	unknow
Green Bay,	105	30	do.
Superior,	480	100	900

[From the Norfolk Herald, May 28.]

The New-York Gazette complains of the nightly assemblage for some time past, of a large number of riotous boys, from the age of 12 to 20 years, in Old Slip, calling themselves the 'Old Slip Rangers,' who perpetrate various acts of abuse and violence. On Sunday evening, 18th inst. they armed themselves with stones and brick bats, and attacked a number of citizens who chanced to pass that way, exclaiming 'Old Slip for ever! Old Slip can protect itself!' and using other outrageous exclamations. From nine to a dozen of persons were knocked down, several were greatly injured, and some it is feared, will not survive their wounds. Several of the citizens of the vicinity started in search of watchmen, and though it was near nine o'clock, none could be found, and it was not until application was made at the watch-house in the city hall, that sufficient assistance could be procured. By this time the mob had separated, and out of 20 or 30, only three were secured and carried to the watch-house.

$35,000

FOR FOUR DOLLARS.

PUBLIC SCHOOL LOTTERY,

Class [illegible]

To be drawn positively on Saturday, July 5th.—By a small investment the following Prizes may be obtained.

Prizes, 1 of $5000, [illegible] 2000, 1 of [illegible] 1 of 1,500, 1 of 1,400, 2 of 1,200, 2 of 100 [illegible] of 740, 14 of 200, 14 of 100, 112 of 30 etc. etc. Tickets $ 4, halves $2, quarters $1. Packages of whole tickets $40, warranted not less than $17. For sale at MALCOLM'S office; 86 Chartres st. Sign of the Wheel of Fortune, where was sold in former Lotteries the capital prizes of $10,000 and [illegible] of 1000.

June 30.

NOTICE.

DANIEL GREGORY BORDUZAT, informs his friends and the public, that he has entered into co partnership with his father, M. Anthony Mathieu Borduzat, of Bordeaux, that alone will conduct the firm in New-Orleans, and that on and from the first of July, 1828, the signature of the firm in New Orleans, will be

D. G. BORDUZAT & CO.

Turkeys.—He has the honour of communicating to the merchants of this city and in the state of Louisiana, who might have [illegible] in Bordeaux, that he has just received from the [illegible] the undersigned of the last mentioned [illegible] of full power of attorney to act [illegible] in all cases of Insurances and [illegible] general average [illegible] vessels of [illegible] dize. The merchants [illegible] invited to have their clothing [illegible] general agent, D. BORDUZAT, otherwise they would not be admitted the payment thereof refused.

COURT OF PROBATES.

SALE by the *Register of Wills*—On Saturday, the 5th July, 1828, at noon, at the new building, Coffee-House, at noon, for account of the estate of the late Daniel C. Holliday, the following slaves, viz:—

Sandy, a negro man, driver, unsound, about 40 years old.

Bazil, a mulatto man, cooper, about 40 years old.

Orange, a negro man, carpenter, about 40 years old.

Eliza, a negro woman, field hand, about 14 years old.

Emily, a negro woman, eater of dirt, field hand, about 14 years old.

Sally, wife of Orange, unsound, field hand, about 30 years old, and her two children, named *Lucy*, negro girl about 5 years old, and *Matilda*, a negro girl about 9 years old.

Ben, child of Sally, a negro boy, field hand, about 12 years old.

Rachel, a negro woman, field hand, about 14 years old.

Alick, a negro boy, waiter, about 14 years old.

Terms of sale.—Payable in three equal instalments, on the 1st of April, 1829, the 1st of April, 1830, and the 1st of April, 1831, in notes with two approved endorsers, and bearing mortgage on said slaves; the notes to be divided into such portions as will suit the sellers—and the deeds of sale to be executed before Theodore Seghers, at the expense of the purchasers.

By order of the Court.

CHARLES BLACHE,
Dep. Register of Wills.

Those Slaves are acclimated, and have been for several years on a sugar plantation. June 25.

Parish Court for the Parish and City of New-Orleans, June 2d, 1828.

PRESENT THE HONBLE JAS. PITOT.

Elizabeth Aubé vs. *P. B. Lalande*, her husband.

IT is ordered, and decreed by the Court that the petitioner, Elizabeth Aubé, the wife of Pierre Benoit Lalande, defendant in this suit, shall be separated from bed and board with him; that he will restore to her the exclusive possession and property of the slave, lot and house and furniture that she brought in marriage as per contract, and must now appear as far as they are yet existing by the execution of the order of the Court at the time of the institution of suit for inventory and injunction against any disposition thereof by him the said husband, who shall further pay costs.

(Signed) J. PITOT, Judge.

New-Orleans, June [illegible] 1828.

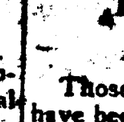
I do hereby [illegible] above.

june 21 [illegible] KENNEDY, Clerk.

FOR Sale by the Subscriber—200 Spanish Doubloons. THEOD. SECOND,

June 20 85, Toulouse street.

TO THOSE WHO VISIT THE LAKE.



THE Public is respectfully informed that the old establishment of the *Rising Sun* is re-opened under the name of MECHANIC'S HOTEL, where may be had all kinds of refreshments; there is an ordinary every day at 12 o'clock, at one dollar per person. Separate rooms are provided for private parties. The bar is well supplied with excellent liquors, and at one half the customary price.

FOR VERA CRUZ.

The Brig GEN. VICTORIA, R. A. Bukeeper, master, will positively sail for the above port on Thursday next, 3d July. She can still take a few more barrels on freight, and has very convenient accommodations for passengers. Application for either, to be made on board, opposite Canal street, or to

D. G. BORDUZAT & Co.

July 1 108 Royal street.

VICTOR ROUMAGE, offers for sale the following articles received by the brig *Levant*, from Bordeaux:—

100 barrels (of 18 gallons) of white brandy 5th proof.

[illegible] of Medoc claret wine.

[illegible] different kinds.

[illegible] barrels [illegible]

IN STORE.

200 barrels of claret wine, different qualities.

30 tierces of white [illegible] sauterne, [illegible] barsac,

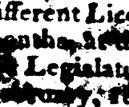
600 cases of claret and white wine,

20 pipes of cognac brandy 4th proof,

100 baskets of Bordeaux bottles.

July 1.

BORDEAUX WINE.



Excellent Bordeaux Wine, for sale cheap, to close a concern.

P. E. SORBE,

June 17. No. 118, Royal street.

J. MAIGNAN & FAURIE,

LEVEE STREET, SUBURB MARIGNY,

HAVE the honor of informing the Planters, [illegible] owners of Steamboats, Steam-Mills and others, that since the 1st of June, inst. they execute all kinds of IRON CASTINGS on the most moderate terms, and with the utmost celerity. They will repair whenever their services may be wanted, and still also undertake every thing that relates to their trade of Founders, Gun-Metals, Blacksmiths, Turners, and Pattern Makers. Their [illegible] by their known [illegible] and their experience, to merit a continuance of the confidence which they will always endeavor to make themselves worthy of.

They have constantly on hand a quantity of Shovels and Spades. July 14.

NOTICE to Peddlers and Hawkers, trading within the State of Louisiana.

THE Subscriber, purchaser of the Farm of Licences to be granted to Peddlers and Hawkers, and other persons, trading, selling or exchanging merchandize on the great roads and water courses in this State, informs those whom it may concern, that his office is opened every day in Levee street, between Bienville and Custom-House, No. 21, Jackson Square, where the different Licences may be had for twelve months, at the rate fixed by the Act of the Legislature, approved the 18th of February, 1825, and conformably to the act providing for the collection of money for the casual expences of this State and for other purposes, approved on the 25th of April, 1826.

The Farmer informs those who may trafic or sell (themselves, by their slaves or hiring people) beyond the limits of this city, that he will prosecute those who so trade without being furnished with a licence.

He also gives notice that Mr. P. D. HENRY is his agent, and is authorized to deliver licences signed by him.

Those who have licences and their terms [illegible] are requested to renew them [illegible] the penalty above mentioned.

LOUIS ALLEY.

May 7.

NOTICE.

Election in the second Senatorial District, to wit:

OF a Representative in the Congress of the United States by the first Congressional District of this State, of which the 2d Senatorial District is a part, to serve for two years after the 3d March, 1829.

Of seven Representatives in the General Assembly of the State, for the Parish and City of New-Orleans.

And of a Governor for the [illegible]

By virtue of the Proclamation of His Excellency Henry Johnson, Governor of the State of Louisiana, dated 1st May last, for the election above mentioned, the Judge of the City and Parish of New-Orleans, entitles the electors of the Second Senatorial District, comprising the City of New-Orleans and its faubourgs, beginning at the Nuns faubourg above, and extending below as far as the Canal des Pecheurs including the inhabitants of the Bayou St. John and Gentilly, that this election will take place on the 7th, 8th and 9th of July next, in the Hall of the sittings of the Parish Court of the Parish of Orleans.

J. PITOT, *Judge.*

New-Orleans, June 2, 1828.

NOTICE.—Messrs. *L. Moreau Lislet & Pierre Soulé*, Counsellors and Attornies at Law, have entered into partnership for the exercise of their profession. Their office is in St. Louis street, above Mr. Boyd's auction store, opposite the Mortgage Office. may 21

RUNAWAY SLAVE.

Runaway from the Subscriber, during the present month, a creole Negress, named *Catherine*; 5 feet 2 inches in height, french measure, she is of a large face, is a hawker of goods. Whoever stops said runaway, will receive the reward of 10 dollars, on delivering her at the goal, or to her mistress, in St. Claude street, near the college. Mdme. ROUQUETTE.

June 2.

REMOVAL.—CHARLES JANIN, Attorney at law and Notary Public, has removed his Office to Toulouse street, in the house where the French Consul formerly kept his office. may 14